



CONSEIL DE  
L'UNION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 21 décembre 2012 (09.01)  
(OR. en)

14254/12

COPEN 211  
EJN 71  
EUROJUST 88

**NOTE DE TRANSMISSION**

---

de:	M. Jan Store, représentant permanent, représentation permanente de la Finlande auprès de l'Union européenne
à l'attention de:	M. Rafael Fernández-Pita y González, directeur général, Conseil de l'Union européenne

---

date de réception:	30 novembre 2012
Objet:	<b>Décision-cadre 2009/829/JAI</b> du Conseil du 23 octobre 2009 concernant l'application, entre les États membres de l'Union européenne, du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire - Notification de la mise en œuvre de la décision-cadre du Conseil par la Finlande

---

La Représentation permanente de la Finlande auprès de l'Union européenne adresse ci-joint la notification de la mise en œuvre par la Finlande de la décision-cadre 2009/829/JAI, ainsi que les dispositions légales d'exécution s'y rapportant.

(formule de politesse)

(signature) Jan Store

\_\_\_\_\_

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Service de légistique

22.11.2012

OM 15/41/2010

EU/2006/1311

Représentation permanente de la Finlande auprès de l'Union européenne

Rue de Trèves 100

B-1040 Bruxelles

Belgique

**DÉCISION-CADRE 2009/829/JAI DU CONSEIL CONCERNANT L'APPLICATION,  
ENTRE LES ÉTATS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE, DU PRINCIPE DE  
RECONNAISSANCE MUTUELLE AUX DÉCISIONS RELATIVES À DES MESURES  
DE CONTRÔLE EN TANT QU'ALTERNATIVE À LA DÉTENTION PROVISOIRE**

Le ministère de la justice prie la représentation permanente de la Finlande auprès de l'Union européenne de transmettre au Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne et à la Commission européenne la notification de la mise en œuvre et les dispositions légales d'exécution de la décision-cadre 2009/829/JAI, qui sont annexées à la présente.

Il confirme que les dispositions légales d'exécution sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2012.

Le directeur général

(signature)

Pekka Nurmi

Le conseiller

(signature)

Sanna Mikkola

pi.: Notification de la mise en œuvre  
Dispositions légales d'exécution

NOTIFICATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA LÉGISLATION DE L'UE

au: Secrétariat général du Conseil et à la Commission

de: la Finlande

Acte législatif faisant l'objet de la notification:

décision-cadre 2009/829/JAI du Conseil concernant l'application, entre les États membres de l'Union européenne, du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire

**Législation nationale d'exécution de la décision-cadre**

**620/2012**

Loi concernant la mise en œuvre au niveau national des dispositions relevant du champ législatif de la décision-cadre relative aux mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire et concernant l'application de la décision-cadre (620/2012).

**621/2012**

Loi modifiant le paragraphe 2 de la loi sur les remises découlant d'une infraction pénale entre la Finlande et d'autres États membres de l'Union européenne (621/2012).

**Application dans les îles d'Åland**

La législation susmentionnée entre automatiquement en vigueur aussi dans la province des îles d'Åland.

**1. Autorités compétentes (article 6, paragraphe 1, et article 7, paragraphe 3, de la décision-cadre)**

- Si la Finlande est l'État d'exécution, les autorités suivantes sont compétentes pour reconnaître une décision relative à des mesures de contrôle:
- les procureurs de district qui relèvent du tribunal de première instance d'Helsinki, s'il est prévu que le contrôle doit être organisé dans le ressort de la Cour d'appel d'Helsinki ou de Kouvola;
- les procureurs de district qui relèvent du tribunal de première instance de la Savonie du Nord, s'il est prévu que le contrôle doit être organisé dans le ressort de la Cour d'appel de la Finlande orientale;
- les procureurs de district qui relèvent du tribunal de première instance d'Oulu, s'il est prévu que le contrôle doit être organisé dans le ressort de la Cour d'appel de Rovaniemi;
- les procureurs de district qui relèvent du tribunal de première instance de Pirkanmaa, s'il est prévu que le contrôle doit être organisé dans le ressort de la Cour d'appel de Turku ou de Vaasa.

S'il le juge opportun pour assurer l'exécution de la décision relative aux mesures de contrôle ou pour toute autre raison spéciale, un procureur de district susmentionné peut décider de reconnaître une décision quelle que soit la Cour d'appel dans le ressort de laquelle il est prévu d'organiser le contrôle.

L'autorité qui prend la décision de reconnaissance est compétente pour décider aussi d'adapter les mesures de contrôle.

Si la Finlande est l'État d'émission, les autorités compétentes pour prendre une décision relative aux mesures de contrôle sont:

- le procureur chargé de l'affaire pénale en question
- le tribunal traitant de la demande d'arrestation (tribunal de première instance, cour d'appel ou Cour suprême).

L'autorité visée à l'article 7 de la décision-cadre est le ministère de la justice. Les autorités des autres États membres peuvent prendre contact avec leur ministère de la justice pour les questions relatives à la procédure prévue par la décision-cadre.

## **2. Mesures de contrôle (article 8, paragraphe 2, de la décision-cadre)**

Si elle est l'État d'exécution, la Finlande suit uniquement les mesures de contrôle visées à l'article 8, paragraphe 1, de la décision-cadre.

## **3. Transmission à la Finlande d'une décision relative à des mesures de contrôle avec le consentement des autorités compétentes (article 9, paragraphe 4, de la décision-cadre)**

La Finlande peut accepter une décision relative à des mesures de contrôle transmise avec le consentement des autorités décidant de la reconnaissance dans les cas visés à l'article 9, paragraphe 2, de la décision-cadre, ou lorsque la personne à contrôler n'a pas de résidence permanente en Finlande. Le consentement peut être donné lorsque la personne à contrôler a demandé que le contrôle soit organisé en Finlande et que cela se justifie compte tenu de la situation particulière de ladite personne ou pour toute autre raison.

## **4. Langues (article 24 de la décision-cadre)**

La Finlande accepte les communications en finnois, suédois ou anglais, conformément à la décision-cadre. L'autorité compétente peut également accepter des communications dans d'autres langues, pour autant qu'il n'y ait pas d'autre obstacle à leur utilisation.